

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60021 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 18/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **ECOVALOR**

375 ALLEE DES ARTISANS  
Zone Industrielle  
60870 BRENOUILLE

Références : IC-R/0033/23-AL/SA  
Code AIOT : 0005103804

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2022 dans l'établissement ECOVALOR implanté 375, allée des artisans 60870 BRENOUILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ECOVALOR
- 375, allée des artisans 60870 BRENOUILLE
- Code AIOT : 0005103804
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ECOVALOR est spécialisée dans la collecte, le traitement et la valorisation des emballages souillés et des déchets spéciaux vrac et conditionnés. Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 28/11/2008, complété par celui du 23/04/2019. Le site est soumis à autorisation.

Au total 15 000 tonnes de déchets dangereux et non dangereux sont traités sur le site par an. Les déchets dangereux en transit représentent en valeur maximale 5 000 tonnes par an et un stock maximal sur site de 160 tonnes. La quantité maximale de déchets réceptionnée est de 75 tonnes par jour.

La société emploie 13 salariés sur le site.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- récolement de l'APMD du 14 mars 2022 (bâtiment broyage) ;
- récolement de l'APMD du 3 mars 2022 (suite incident du 28 février et 1er mars 2022) ;
- Stockage déchets sous auvent ;
- PAC reçu en 2022.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PC 1 : Bâtiment broyeur (récolement APMD 14/03/22)	AP de Mise en Demeure du 14/03/2022, article 1	Proposition d'APMD	Sans objet
2	PC 2 : consignes d'acceptation des déchets (récolement APMD 03/03/22)	AP de Mise en Demeure du 03/03/2022, article 3	Proposition d'APMD	Sans objet
3	PC 3 : classement accident dans l'échelle européenne	AP de Mise en Demeure du 03/03/2022, article 4	Proposition d'APMD	Sans objet
4	PC 4 : rapport d'incident	AP de Mesures d'Urgence du 03/03/2022, article 6	Proposition d'APMU	Sans objet
5	PC 5 : PAC demande d'autorisation acceptation de nouveaux codes déchets	Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article II.3	/	Sans objet
6	PC 6 : auvent	AP Complémentaire du 23/08/2019, article 6	/	Sans objet
7	PC 7 : Porter à connaissance nature des déchets pouvant être traités 2790	Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article II.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à un épisode de nuisances olfactives importantes et étendues à plus de 10 km autour de son site, la société ECOVALOR a été mise en demeure de régulariser ou cesser son activité de broyage de déchets dangereux avec des emballages non vides par arrêté préfectoral du 03/03/2022. Par courriers des 15/03/2022, 01/04/2022 et 02/12/2022, l'exploitant a transmis les éléments permettant de répondre aux points visés par l'arrêté préfectoral du 03/03/2022.

Aussi, la société ECOVALOR a été mise en demeure le 14/03/2022 de mettre en conformité les caractéristiques techniques du bâtiment broyeur. L'exploitant a transmis les éléments permettant de répondre aux points visés par l'arrêté préfectoral du 14/03/2022.

Au regard de ces éléments, il est proposé d'abroger les arrêtés préfectoraux des 03/03/2022 et 14/03/2022.

### 2-4) Fiches de constats

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 14/03/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La société ECOVALOR exploitant une installation de transit, de prétraitement et de valorisation de déchets industriels sise 375 Allée des Artisans sur la commune de Brenouille (60 870) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article III.1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2008 en mettant en place pour le bâtiment broyeur :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• des murs extérieurs de degré ½ heure ;</li><li>• une couverture sèche constituée exclusivement en matériaux M0. La surface dédiée à l'éclairage zénithal n'excède pas 10 % de la surface géométrique de la couverture. Les matériaux utilisés pour l'éclairage zénithal doivent être tels qu'ils ne produisent pas de gouttes enflammées au sens de l'arrêté du 30 juin 1983 modifié portant classification des matériaux de construction et d'aménagement selon leur réaction au feu et définition des méthodes d'essais ;</li><li>• 4 rideaux souples de degré 1/2 h munies d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.</li></ul> <p>dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<b>Constats :</b> <p>Par courrier du 07/09/2022 portant à connaissance de la préfète, l'exploitant a apporté les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- concernant les murs extérieurs de degré 1/2 heure : le rapport de la société APAVE du 18/11/2021 mentionne que les murs extérieurs sont réalisés en bardage double peau sur le pignon côté broyeur et simple peau sur les 3 autres façades. Le complexe en pignon côté broyeur est EI 30 selon le PV EFFECTIS N°10-A-617 (pare flamme 1/2 heure). Les autres façades en bardage simple peau ne présentent pas de résistance au feu. L'exploitant indique avoir fait chiffrer la pose de bardage coupe-feu sur les 3 façades actuellement simple peau pour un montant de 103 548 € HT ;</li><li>- concernant la couverture sèche, la surface dédiée à l'éclairage zénithal et les matériaux utilisés : le rapport de la société APAVE du 18/11/2021 mentionne que la couverture est réalisée en bac simple peau en acier classée M0. Il est également mentionné que l'éclairage zénithal est assuré par 10 lanterneaux de 1,46 m2 et la surface du bâtiment est de 610m2. Leur matériau de remplissage est du Makrolon UV white 2150 classé B-s1, d0 selon le PV du RISE n°0402-CPR-P902844Arev4. Il y est ajouté que la surface dédiée de l'éclairage zénithal n'excède pas 10% de la surface géométrique de la couverture et que les matériaux utilisés ne produisent pas de gouttes enflammées ;</li><li>- concernant les 4 rideaux souples de degré 1/2 heure munies d'un dispositif assurant leur fermeture automatique : le rapport de la société APAVE du 18/11/2021 mentionne que les 4 rideaux souples ne présentent pas de résistance au feu. L'exploitant a fait chiffrer la mise en place de 4 rideaux souples de degré 1/2 heure munies d'un dispositif assurant leur fermeture automatique. Le devis s'élève à 512 270 € HT.</li></ul> <p>Les différents PV de réception cités précédemment ont été transmis par mail du 02/12/22.</p> <p>Le bâtiment ne dispose ni de murs extérieurs de degré ½ heure (aucun n'est REI 30) ni de 4 rideaux souples de degré 1/2 h munies d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.</p> <p>L'exploitant mentionne qu'au vu des coûts de réalisation des différents travaux (murs et rideaux souples) et leurs impacts sur la situation financière d'ECOVALOR, il a mandaté la société Bureau</p>

VERITAS pour effectuer une modélisation des flux thermiques émis lors d'un incendie du bâtiment de stockage dans sa configuration actuelle.

La société Bureau VERITAS conclut dans son rapport du 20/04/2022 que les modélisations de flux thermiques réalisées permettent de montrer que les flux thermiques ne sortent pas des limites de propriété. Il n'y a également pas d'effet domino sur le reste des installations du site.

Au vu de ces éléments, il est proposé à Madame la préfète l'élaboration d'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire afin de prendre en compte les nouvelles caractéristiques du bâtiment broyeur (murs et rideaux souples).

Cet arrêté sera rédigé dans le cadre d'un prochain rapport de l'inspection.

**Il est également proposé d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14/03/2022.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 2 : PC 2 : consignes d'acceptation des déchets (récolement APMD 03/03/22)**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 03/03/2022, article 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est mis en demeure au titre de l'article L. 171-8 du code de l'environnement sous un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté de respecter l'article VII.2.2 de l'annexe de l'arrêté du 28 novembre 2008.

-----

Article VII.2.2 de l'annexe de l'arrêté du 28 novembre 2008 :

Les déchets acceptés par l'exploitant sur son site seront essentiellement, hors transit ou broyage spécifique, des déchets d'emballages ménagers issus de la collecte sélective, des déchets d'emballages industriels métalliques ou en matière plastique, bois, souillés ou assimilables à des déchets banals.

[...]

L'exploitant organisera par consigne les opérations d'acceptation des déchets sur son site.

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 01/03/2022, il a été demandé la consigne des opérations d'acceptation des déchets sur le site.

L'exploitant a présenté deux consignes :

- "acceptation des déchets" du 11 mars 2021 ;
- "réception et expédition" du 11 mars 2021.

D'après le certificat d'acceptation des déchets et la fiche d'identification des déchets, les déchets broyés le 28 février 2022 sont de nature dite "DTQD Simple". L'exploitant précise qu'il s'agit de Déchets Toxiques en Quantités Dispersées.

D'après la consigne "réception et expédition", dans le cas d'une réception "DTQD", une caractérisation du déchet doit être faite afin de pouvoir définir précisément la filière de traitement. Il est mentionné que :

<ul style="list-style-type: none"> <li>- tous les contenants doivent être ouverts afin de définir si le contenu est liquide/pâteux/solide ;</li> <li>- des tests de caractérisation doivent être réalisés ; pH, solvant/liquide incinérable ;</li> <li>- les palettes doivent être identifiées suivant la consigne d'étiquetage ADR...</li> </ul> <p>Or la personne responsable de la réception des déchets mentionne que cela n'a pas été fait. Il mentionne que les bidons étaient censés être des détergents (malgré l'étiquette en chinois) et que ce type de déchets est admis sur le site.</p> <p>Constat avec suite n°2 : Les consignes des opérations d'acceptation, de réception des déchets de type DTQD ne sont pas respectée malgré leur existence.</p> <p>Lors de la visite du 24/11/2022, l'exploitant a présenté une nouvelle consigne de réception et d'expédition des déchets datée du 02/11/2022. A titre d'exemple, l'inspection a suivi le logigramme représentant les différentes étapes lors de la réception du dernier camion de déchets en transit. Ce logigramme n'est pas représentatif des étapes réalisées sur le site (notamment pour la première partie : accueil camion qui se fait dorénavant à l'accueil administratif du site et plus au niveau du local du chef de réception).</p> <p>Suite à cette visite, l'exploitant a transmis par mail du 02/12/2022, la procédure révisée du 30/11/2022. Cette procédure est conforme à ce qui a été constaté lors de la visite du 24/11/2022.</p> <p>L'exploitant organise par consigne les opérations d'acceptation des déchets sur son site.  <b>Il est proposé à madame la préfète d'abroger l'article 3 de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 03/03/2022.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : PC 3 : classement accident dans l'échelle européenne**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/03/2022, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant procède sous 1 mois au classement de l'accident dans l'échelle européenne des accidents.
<b>Constats :</b>  Par courrier du 01/04/2022, l'exploitant a transmis le classement sur l'échelle européenne des accidents (inclus dans le rapport d'incident).  Il est indiqué dans le rapport d'incident que l'indice "matières dangereuses relâchées" de l'échelle européenne des accidents industriels est coté niveau 2 sur 6.  <b>Il est proposé à madame la préfète d'abroger l'article 4 de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 03/03/2022.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 03/03/2022, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets Atmosphériques, déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En application de l'article R.512-69 du code de l'environnement, l'exploitant fournit à l'inspection des installations classées, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, un rapport sur l'incident survenu les 28 février 2022 et 1er mars 2022.</p> <p>Ce rapport précise notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les circonstances de l'incident ;</li> <li>- la description chronologique précise des faits lors de l'incident ;</li> <li>- les causes de l'incident (analyse de l'origine des différents dysfonctionnements et de l'enchaînement des événements) ;</li> <li>- la nature et l'extension des conséquences : effets sur les personnes et l'environnement ;</li> <li>- les mesures mises en œuvre pour réparer les atteintes à l'environnement ;</li> <li>- les conséquences économiques (type et montant des dommages matériels, pertes d'exploitation ...)</li> <li>- la présentation des mesures techniques et organisationnelles existantes sur l'installation concernée par l'incident ;</li> <li>- les mesures à mettre en œuvre pour la remise en service de l'installation en cause et le délai de réalisation de ces mesures ;</li> <li>- l'évaluation de la nécessité de mettre en place de nouvelles mesures techniques et/ou organisationnelles pour éviter un incident similaire ou en réduire la probabilité et/ou la gravité des effets associés ;</li> <li>- la justification de la mise en œuvre des nouvelles mesures éventuelles.</li> </ul> <p>Le rapport d'incident, et notamment les éléments relatifs à la nature et l'extension des conséquences sur les personnes et l'environnement, est complété et mis à jour à mesure des investigations sur l'incident. En particulier, ces éléments nécessitent l'identification de la substance à l'origine de l'incident.</p> <p>Une fois la substance identifiée, si nécessaire au regard des caractéristiques de la substance, l'exploitant réalise une étude comportant notamment les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'identification des zones d'impact de la dispersion de la substance sur la base d'une modélisation des retombées atmosphériques établie à partir des données météorologiques relevées pendant toute la durée de l'événement (direction et force des vents, pluviométrie) ;</li> <li>- la réalisation d'un inventaire des enjeux situés dans les zones d'impact (habitations, établissements recevant du public – en particulier sensibles, zones de cultures maraîchères, jardins potagers, zones de pâturage, sources et captage d'eau potable...)</li> <li>- l'identification des voies de transfert et d'exposition aux polluants , avec notamment la justification des paramètres à analyser au regard de la substance en jeu ;</li> <li>- l'interprétation des résultats selon la démarche d'interprétation de l'état des milieux (IEM).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis par courrier du 01/04/2022, le rapport sur l'incident survenu les 28 février et 1er mars 2022.</p> <p>Ce rapport présente :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les circonstances de l'incident ;</li> <li>- une description chronologique ;</li> <li>- les causes de l'incident ;</li> </ul>

- la nature et l'extension des conséquences ;
- les mesures mises en œuvres ;
- les conséquences économiques ;
- les mesures techniques et organisationnelles existantes et à mettre en œuvre et la justification de mise en place.

La substance mise en cause a été identifiée. Le rapport d'incident mentionne qu'il s'agit du Méthyl Thioglycolate.

L'identification des enjeux a été réalisé dans le rapport d'incident.

Au vu des caractéristiques de la substance identifiée, l'exploitant a transmis par mail du 06/07/2022, un rapport de dispersion des odeurs.

Ce rapport mentionne pour l'interprétation des résultats :

- au regard de la santé :

Les concentrations modélisées sont toutes très largement inférieures au seuil des effets réversibles pour une exposition d'1h (qui est de 11 300 µg/m<sup>3</sup>).

En moyenne sur la durée de l'incident, les concentrations modélisées sont toutes largement inférieures à la valeur de référence pour l'exposition chronique (qui est de 280 µg/m<sup>3</sup>). Notons que la comparaison des concentrations moyennes sur la durée de l'incident (qui a une durée de près de 18h) avec la valeur de référence pour l'exposition chronique est extrêmement sécuritaire. En effet, la valeur de référence pour l'exposition chronique est établie pour une exposition d'une durée supérieure à 1 an.

- au regard de la nuisance olfactive :

Le seuil de détection olfactif de 0,37 µg/m<sup>3</sup> a été atteint au moins 1 fois jusqu'à 20 km en direction du nord-ouest et de l'ouest et jusqu'à près de 15 km au sud-est.

L'avis de l'ARS a été sollicité. Leur avis du 27 juillet 2022 mentionne qu'"*au final, l'incident a généré des odeurs possiblement incommodantes sans que celles-ci aient mené à des effets notables sur la santé même si des effets bénins et temporaires ne peuvent être exclus pour des personnes sensibles*".

**Au vu de ces éléments, il est proposé d'abroger l'article 6 de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 03/03/2022.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article II.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation utiles.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 16/11/2022, la société ECOVALOR a transmis un porter à connaissance de ses installations.</p> <p>La société ECOVALOR souhaite demander l'autorisation pour l'acceptation de nouveaux codes déchets (16 01 17 métaux ferreux et 16 01 18 métaux non ferreux). Ces types de déchets ne sont pas autorisés par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28/11/2008.</p> <p>Cette demande résulte du transfert d'une partie de l'activité de collecte et de traitement des déchets de l'offre VALOMECA du site SOTRENOR Harnes (62) vers le site d'ECOVALOR. Les déchets collectés par le camion VALOMECA basé sur ECOVALOR représentent en moyenne 60 tonnes et 33 k€ par mois pour le site ECOVALOR. La typologie des déchets VALOMECA ne diffère pas des déchets habituellement traités par ECOVALOR.</p> <p>Le fait de baser un camion VALOMECA sur le site d'ECOVALOR permet une diminution de 5% du nombre de kilomètres parcourus par les 4 camions VALOMECA gérés par le site de Harnes (62) soit une baisse moyenne de 870 km (total flotte).</p> <p>Aucune modification des conditions d'aménagement de l'installation n'est prévue. Le classement au titre des installations classées et le tonnage global de déchets présent sur le site reste strictement identique.</p> <p>Au vu de ces éléments, la modification n'est pas substantielle. Il est proposé, à madame la préfète, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire. Cet arrêté sera rédigé dans un prochain rapport de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/08/2019, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'auvent est organisé de façon à stocker des déchets sur palette (conformément au plan joint).</p> <p>Ce stockage a une surface maximale de 144 m<sup>2</sup> sur une hauteur maximale de 2,1 m. Il est composé de 4 rangées de stockage, matérialisées au sol, comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une rangée maximale de 36 m<sup>2</sup> de fûts métalliques,</li> <li>- une rangée maximale de 30 m<sup>2</sup> d'extincteurs et flexibles hydraulique,</li> <li>- une rangée maximale de 30 m<sup>2</sup> de GRV et fûts plastiques,</li> <li>- une rangée maximale de 48 m<sup>2</sup> de big-bag compressé.</li> </ul> <p>Le stockage est distant d'au moins 8 mètres de la paroi de l'atelier adjacent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que l'organisation des stockages n'est pas conforme au plan joint à l'arrêté préfectoral complémentaire du 23/08/2019.</p> <p>Il a été constaté un stockage composé de 4 rangées non matérialisées au sol, comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une rangée de GRV ;</li> <li>- une rangée de flexible ;</li> <li>- une rangée de déchets en attente de broyage ;</li> <li>- une rangée de déchets solides (phytosanitaires).</li> </ul> <p>L'exploitant mentionne que les fûts métalliques sont stockés à l'intérieur du bâtiment et qu'il ne stocke plus de big bag compressé.</p> <p>Il a également été constaté sous l'auvent deux bennes de 35 m<sup>3</sup> de peinture acrylique (qui sont triés avant réexpédition).</p> <p>Par mail du 23/12/2022, l'exploitant a transmis une photo permettant de constater la présence de 4 rangées matérialisées au sol à l'aide de plots (2 rangées vides, 1 rangée de GRV et 1 rangée de flexible). Les déchets en attente de broyage et les déchets solides (phytosanitaires) n'y sont plus stockés.</p> <p>Le stockage en rangée est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.</p> <p>Par mail du 03/01/2023, l'exploitant a transmis une photo permettant de constater que les deux bennes contenant des pots de peinture acrylique ont été évacuées de l'auvent et ne sont plus sur le site de la société ECOVALOR.</p> <p>L'exploitant mentionne que ces bennes ont été envoyées à la société EXCOFFIER Recyclage (74). Le BSD du 3 janvier 2023 a été transmis (BSD-20221206-40QRMA3VR).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article II.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation utiles.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 07/09/2022, la société ECOVALOR a transmis un porter à connaissance de ses installations.</p> <p>La société ECOVALOR souhaite clarifier la nature des déchets pouvant être traitée sous la rubrique 2790 de l'arrêté préfectoral complémentaire de 2019.</p> <p>La société ECOVALOR reçoit des déchets dangereux et non dangereux en provenance de divers clients majoritairement industriels. Ces déchets sont orientés à l'arrivée sur le site en fonction de leurs caractéristiques vers l'une des trois activités suivantes : broyage, transit, regroupement.</p> <p>Les déchets solides et les déchets d'emballages pouvant contenir des résidus de substances dangereuses (liquide, pâteux ou solide : plâtre, colle, peintures...) peuvent être orientés vers le broyeur du site.</p> <p>Les emballages pleins de déchets liquides font l'objet d'un prétraitement par déconditionnement et regroupement. Ils ne peuvent être envoyés en broyage avant ce prétraitement.</p> <p>L'exploitant a fourni la liste des codes déchets contenus dans les emballages et acceptés pour traitement par broyage.</p> <p>Les codes des déchets entrants autorisés sont les mêmes que ceux annexés à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28/11/2008 (sauf pour les codes 16 01 17 et 16 01 18 - cf PC n°5). La liste fournie permet de clarifier les opérations susceptibles d'être réalisées sur les déchets autorisés sur le site d'ECOVALOR.</p> <p>Au vu de ces éléments, la modification n'est pas substantielle. Il est proposé, à madame la préfète, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire. Cet arrêté sera rédigé dans un prochain rapport de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet